

Urbanisme
GB/TM/MP/KB

DÉCISION MUNICIPALE N°202411

Autorisation d'ester en justice /Commune du Lavandou

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération en date du 4 août 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire, et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales précité, et notamment « d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle »,

Vu la requête en annulation déposée au greffe du Tribunal Administratif de Toulon, par [redacted], enregistrée le 29/12/2023, sous le n°2304179-2, à l'encontre de la Délibération du Conseil Municipal en date du 29/06/2023, approuvant la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme,

DÉCIDE

Article 1 : Monsieur le Maire est autorisé à ester en justice dans le cadre de l'affaire dont l'objet est cité précédemment.

Article 2 : La SCP d'avocats – CGCB – domiciliée 122, Rue Paradis 13006 MARSEILLE – est désignée pour représenter et défendre les intérêts de la commune du LAVANDOU dans cette affaire.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales.

Fait au Lavandou, le 16 janvier 2024

Le Maire
Gil Bernardi

